

NUMÉRO SPÉCIAL CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Suivez nous sur



ÉDITO

L'EXTRÊME DROITE EST NOTRE ENNEMIE DE CLASSE !

En 1988, le FN et son représentant réalisent un score de 14 % à l'élection présidentielle, créant une onde de choc dans le pays, au sein de sa jeunesse qui se met alors à scander que « la jeunesse emmerde le Front National ». En 2002 avec 16,86 % Jean Marie Le Pen accède au second tour de l'élection présidentielle. A nouveau c'est un séisme qui s'empare de tout le pays. Le 1er mai situé entre les deux tours voit des manifestations énormes avec des organisations syndicales entraînées par la CGT qui affichent clairement leur refus des idées d'extrême droite. En 2024, l'extrême droite est pourtant clairement installée dans le paysage politique français. Le RN compte plus de 80 députés, il est donné favori des sondages pour les élections européennes à venir, et ses idées sont largement reprises et appliquées par le gouvernement en place.

Nous sommes, vous êtes la CGT ce qui signifie que nous ne sommes pas hors de la population et nous ne sommes pas étanches aux idées qui sont installées. Pourtant notre organisation s'exprime clairement et considère que les idées d'extrême droite sont un danger pour la population, pour les travailleuses et travailleurs. Mais une fois cela dit, il est nécessaire de réfléchir de débattre entre nous, dans les syndicats, dans nos structures de l'implantation des idées d'extrême droite. Ce numéro spécial du Travailleur Mosellan a la modeste ambition de vous fournir quelques points de repères et d'argumentation CGT sur le sujet. Plus que jamais nous allons continuer notre travail de terrain car quand le travail est rémunéré à sa juste valeur, les divisions s'effacent entre les travailleurs et la tentation de l'extrême droite s'amenuise.

Notre département est une terre de travailleuses et de travailleurs issus de l'immigration, nous avons tous des camarades au nom qui nous paraissent imprononçables, nous avons tous partagés des plats que nous ne connaissons pas lors de diverses occasions, et nous avons ensemble passé des heures sur des piquets de grève, nous avons main dans la main, bras dessus bras dessous arpenté les pavés pendant des kilomètres pour défendre nos droits. Alors mes camarades, quel que soit le lieu où sont nés vos parents, grands parents, ou autres aïeux n'oublions jamais que notre combat est un combat de classe, et que notre classe n'a pas de frontière ! Luttons pour les droits des travailleuses et des travailleurs et nous gagnerons le combat contre l'extrême droite !

L'EXTRÊME DROITE RELÈVE DE L'IMPOSTURE SOCIALE

SOUS UNE APPARENCE PSEUDO SOCIALE, L'EXTRÊME DROITE PROPOSE UNE POLITIQUE BIEN MARQUÉE À DROITE, PRO CAPITALISTE, DE DIVISION ET DE HAINE.

LE RACISME

N'EST PAS

UNE OPINION

C'EST UN

DÉLIT

LES SALAIRES

L'extrême droite dit soutenir celles et ceux réclamant une augmentation des rémunérations par le biais des salaires et non pas par des primes. Mais toute l'argumentation ne tourne qu'autour de l'intérêt du patronat. Les propositions concernent un allègement des cotisations sociales payées par les employeurs, une défiscalisation des heures supplémentaires... En d'autres termes, une diminution du salaire socialisé, impactant ainsi directement sur le calcul de la retraite, du chômage, de la sécurité sociale...

Pire, quand il s'agit d'augmenter les salaires minimaux, l'extrême droite d'une seule et même voix s'y oppose et vote contre les propositions. Ainsi, l'extrême droite a voté contre l'augmentation du SMIC à 1.500 € ; contre l'indexation des salaires sur l'inflation ; contre l'encadrement des salaires. Depuis 2017 la proposition de hausse du SMIC a bien disparu des propositions affichées par la représentante de l'extrême droite lors des élections afin de charmer le patronat.

REPRÉSENTATION DES SALARIÉ-ES DANS L'ENTREPRISE

L'extrême droite a une profonde aversion envers les syndicats et les représentant-es des travailleur-euses et propose des amendements pour augmenter le nombre de salarié-es à partir duquel des obligations (représentation du personnel, informations...) sont imposées à l'employeur. Il ne manquerait plus que la main d'œuvre bon marché puisse être représentée et se défendre.

Ainsi les députés RN ont proposé un amendement visant à interdire la présence d'étrangers au sein des Instance Représentative du Personnel (IRP) et pour limiter le droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles.

Leur modèle reste le corporatisme historique et ils ne manquent pas une occasion pour critiquer les mouvements de grève et cognent régulièrement sur notre organisation syndicale.

LES RETRAITES

L'extrême droite mise sur une entrée précoce dans le monde du travail et propose la suppression des comptes pénibilité. La régulation de nos retraites, ce « système déficitaire », se ferait par une relance de la natalité et de la « continuité de la Nation et de la transmission de notre civilisation grâce à notre modèle familial ». Ce discours patriarcal est très en adéquation avec celui des bataillons anti-IVG !

Rappelons également que l'extrême droite a voté contre la revalorisation des petites retraites.

LES SERVICES PUBLICS

Sous un affichage de défense des services publics, l'extrême droite privatise et externalise les crèches, les cantines, baisse les dotations aux écoles et oblige plusieurs associations de soutien à la vie citoyenne de fermer les portes faute de subvention.

C'est une véritable casse des services publics qui s'organise dans les programmes d'extrême droite. L'argument est de dire qu'il faut réduire les impôts sans en afficher clairement les conséquences sur le financement, la qualité des services publics, et la redistribution des richesses.

Ainsi, l'extrême droite a voté à l'Assemblée Nationale contre le recrutement des sapeurs-pompiers et contre la revalorisation de leurs salaires.

L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Les chiffres des écarts de salaire entre les femmes et les hommes sont déniés par l'extrême droite qui invite les femmes à choisir des « métiers mieux payés ». Pour l'extrême droite il n'y a pas de système patriarcal.

Pire, la « famille française » – couple hétérosexuel, marié, avec des enfants – est considérée comme la cellule de base de l'ordre social, moral, et national. Dans cette logique, la répartition des fonctions cantonne les femmes à un rôle de mère et d'épouse qui reste au foyer. L'extrême droite soutient les « revenus pour les mères au foyer » or le revenu pour travail domestique assigne les femmes à celui-ci.

L'extrême droite s'est opposée au déblocage d'un milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes.

SUR LA QUESTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES, L'EXTRÊME DROITE RÉVÈLE SA VRAIE NATURE

Pire qu'un État répressif, l'extrême droite est pour le développement d'un État violent avec un renforcement de la « légitime défense » des forces de l'ordre et l'instauration d'un « permis de tuer », une certaine complaisance pour les groupuscules qui mènent des actions violentes dans les réunions publiques, les manifestations, etc.

Enfin, le RN ne fait pas de propositions chiffrées et détaillées pour le financement de la plupart de ces mesures. Ses propositions relèvent nécessairement de postures ou de l'incantation.

Ne nous y trompons pas, sous un habillage parfois séduisant, souvent démagogique, il se concentre sur des « problématiques » qui n'en sont pas et pose des constats erronés avec des solutions qui n'en sont pas.

Il faut l'affirmer haut et fort : l'extrême droite n'est absolument pas un parti pour faire valoir les revendications des travailleur·euses, des retraité·es, des privé·es d'emploi et elle est en totale opposition avec tout ce que défend la CGT.

L'extrême droite est un danger mortel pour les travailleuses et les travailleurs !

LA SÉCURITÉ SOCIALE

En s'affichant en sauveuse de la sécurité sociale, l'extrême droite ne s'attaque en rien au déficit de la sécurité sociale liées aux exonérations et aux gels des cotisations sociales payées par les employeurs. Au contraire, il est exclu de faire payer les plus riches et les entreprises. La solution proposée serait la mise en place d'une carte vitale biométrique et la suppression de l'aide médicale d'Etat (A.M.E)

L'EMPLOI

C'est encore à coup d'allègement de « charges sociales » pour les employeurs que l'extrême droite pense favoriser le recrutement et l'emploi. Il s'agit en l'occurrence d'une politique qui permet aux patrons et aux actionnaires de s'enrichir sans pour autant faire baisser le chômage, bien au contraire. L'extrême droite propose même d'élargir les exonérations fiscales pour « les zones urbaines à dynamiser ».

Aucun soutien en faveur des privé·es d'emploi n'est proposé et ils dénoncent ces derniers comme étant des « fainéant·es » et des « profiteur·euses ». L'extrême droite préconise l'absence de droits au chômage suite à un abandon de poste, suite à un refus de C.D.I après un C.D.D, et une réduction de ces droits pour les étrangers hors union européenne...

RIEN NE JUSTIFIE OU N'EXCUSE L'ANTISÉMITISME



Intervention de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT lors de la commémoration de la nuit de cristal organisée par le RAAR (réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes) au gymnase Japy le 9 novembre 2023.

Nous tenons à exprimer toute la solidarité de la CGT avec la communauté juive de France victime d'actes antisémites en forte augmentation, ayant parfois de la famille en Israël victime des attaques du Hamas, et ne se sentant au final en sécurité nulle part.

Non, la communauté juive n'est pas responsable de la politique de l'Etat d'Israël

Non, rien ne justifie ou n'excuse jamais l'antisémitisme

Non, critiquer la politique de l'Etat d'Israël, défendre les droits des palestiniens ce n'est pas être antisémite

Oui, il est nécessaire d'identifier l'antisémitisme, cette forme particulière de racisme et de mener des actions spécifiques pour la dénoncer.

Oui, nous avons beaucoup à progresser sur le sujet, y compris au sein du mouvement ouvrier qui a lui aussi longtemps - et encore aujourd'hui - toléré ou minimisé l'antisémitisme.

Merci au RAAR pour le travail qu'il nous aide à réaliser avec la campagne contre « l'extrême droite, le racisme et l'antisémitisme » que nous avons lancée ensemble le 5 octobre dernier lors d'une journée organisée dans le patio de la CGT rassemblant 450 militantes et militants.

GAZA : UN SOUTIEN INDÉFECTIBLE À CE PEUPLE OPPRIMÉ

A Metz dès le premier rassemblement de soutien au peuple palestinien en octobre, des antisémites notoires ont tenté de s'infiltrer dont des membres de l'ex-organisation d'extrême droite Civitas qui tentaient de s'infiltrer.

Le peuple palestinien est victime de la politique colonialiste d'un gouvernement d'extrême droite.

Une guerre aux proportions génocidaires est menée contre 2,3 millions de Palestiniens à Gaza.

Le gouvernement israélien et son armée ont tué plus de 35.000 Palestiniens et de Palestiniennes à Gaza, dont 70% de femmes et d'enfants, et en ont blessé au moins 75.000.

Des hôpitaux, des mosquées, des églises, des écoles, des logements, des universités, des installations sportives et des infrastructures civiles vitales ont été bombardés et détruits.

L'état religieux d'Israël prive les Palestiniens et Palestiniennes de Gaza d'une aide essentielle, notamment en utilisant « la famine comme arme de guerre ».

Il s'agit de crimes de guerre.

Le soutien à la lutte du peuple palestinien contre l'apartheid pour la justice et pour sa dignité ne peut pas être assimilé à de l'antisémitisme.

Les antisémites sont les ennemi-es de la lutte pour la justice et la dignité, ils n'ont pas leur place à nos côtés.

Par ailleurs, le document d'orientation du 53eme congrès confédéral le stipule clairement: « Nous devons refuser la présence de représentant-es de l'extrême droite ou de leurs symboles dans nos manifestations. De même, nous refusons de voir nos couleurs, nos symboles mêlés à ceux de l'extrême droite. »

LE CSE VOULU PAR MACRON REND LE MANDAT D'ÉLU·E PLUS COMPLEXE. C'EST POURQUOI DES EXPERT·ES PEUVENT VOUS ACCOMPAGNER AFIN DE LE RENDRE PLUS EFFICACE.

En effet, cette instance est destinée à assurer le dialogue social entre l'employeur et les salarié·es. Concrètement, le CSE a pour rôle de présenter à l'employeur les réclamations individuelles ou collectives relatives aux salaires et permet l'application de la réglementation du travail. L'utilité de l'expertise vient du fait que votre mandat d'élu CSE est devenu un mandat complexe. Il cumule en effet l'ensemble des compétences auparavant dévolues à 3 instances différentes, les Délégués du Personnel, le Comité d'Entreprise et le Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail.

Je suis élu·e CSE...Info Consultation, expertise CSSCT, assaisonnées à volonté par des négociations collectives de tout genre... Ce sont mes armes de rapport de force me dit le Code du Travail...

Pour que la force soit avec moi, il me faut quelqu'un pour rendre tout ce charabia lisible. Ce Jedi existe bien, et s'appelle expert-comptable...

L'expertise CSE apporte une lecture éclairée sur la situation économique de l'entreprise, sa politique sociale et ses orientations stratégiques, autrement dit, les trois expertises récurrentes. Elle permet aux élus d'exercer réellement leur mandat lors de ses trois consultations annuelles.

L'expert·e donne les moyens aux élu·es pour faire face aux problématiques rencontrées au sein de leur entreprise : réorganisation, très à la mode actuellement, tout comme les PSE, les RPS etcetc. Votre expert·e est là pour vous épauler dans toutes ses abréviations aberrantes du monde du travail...

On souhaite pouvoir vivre dignement avec notre travail mais sans mettre notre santé ou notre vie en danger...Les expertises «ponctuelles» peuvent éclairer les décisions que vous aurez à prendre.

L'expert·e émettra des recommandations utiles lorsque le rapport de force n'est pas suffisamment en votre faveur. Ses analyses vous permettront de renverser la tendance et défendre ceux qui vous ont fait confiance : les salarié·es.

Élu·e par les salarié·es et pour les salarié·es, votre « outil » principal, votre bouclier, pour protéger vos collègues face à l'injustice qui peut régner dans les rapports de subordination, sera votre expert.

TON EXPERTISE TU VOTERAS, TA DIRECTION PAIERA

DIAGORIS
EXPERTISE

NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DE VOTRE ENGAGEMENT

Cabinet d'Expertise Comptable Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

MISSIONS D'ASSISTANCE EN VUE DE LA CONSULTATION SUR:

La Situation Économique et Financière

ARTICLE L2323-12 DU CODE DU TRAVAIL

La Politique Sociale, les Conditions de Travail et l'Emploi

ARTICLE L2323-15 DU CODE DU TRAVAIL

Les Orientations Stratégiques

ARTICLE L2323-10 DU CODE DU TRAVAIL



01 42 17 04 15 – contact@diagoris.fr
43 Rue de Rennes, 75006 Paris

DIAGORIS.FR

LE VRAI VISAGE DU RN

« JOUE PAS TA RACAILLE »

Lors du déplacement d'Olivier Véran à Hayange, le député RN Laurent Jacobelli s'en est pris verbalement à un autre député Belkhir Belhaddad. Ignorant de la présence de la caméra, se croyant à l'abris de tout enregistrement il a

bien involontairement fait voler en éclat la fragile coquille de respectabilité que les élus RN essaient de bâtir. Car sous le vernis de la dédramatisation les racines de ce parti et de la famille LePen sont toujours présentes. Au moment de sa création, la direction du FN regroupe des nationalistes, des néofascistes, des anciens de la collaboration et de l'Algérie française.

François Brigneau, vice-président, est un ex-milicien sous l'Occupation. Le trésorier Pierre Bousquet est un ancien SS, le secrétaire administratif, Victor Barthélemy, un ancien du Parti populaire français (PPF) fasciste de Jacques Doriot. Autour de Le Pen, on trouve aussi Léon Gaultier, ancien milicien passé chez les SS en 1943.

Parmi les fondateurs figure André Dufraisse, ancien du PPF et de la Légion des volontaires français (LVF), engagés auprès de l'Allemagne hitlérienne.

François Duprat, ancien d'Ordre nouveau, qui est l'un des premiers négationnistes, va se charger de la propagande du FN.



**Militants,
adhérents,
ensemble
soyons
solidaires**

Depuis plus de 30 ans,
la Macif protège
l'activité syndicale

partenariat@macif.fr

